

## **Convention n° 182 concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination**

Conclue à Genève le 17 juin 1999

Approuvée par l'Assemblée fédérale le 9 mars 2000<sup>1</sup>

Instrument de ratification déposé par la Suisse le 28 juin 2000

Entrée en vigueur pour la Suisse le 28 juin 2001

(Etat le 24 octobre 2006)

---

*La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,*

convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 1<sup>er</sup> juin 1999, en sa quatre-vingt-septième session;

considérant la nécessité d'adopter de nouveaux instruments visant l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants en tant que priorité majeure de l'action nationale et internationale, notamment de la coopération et de l'assistance internationales, pour compléter la Convention<sup>2</sup> et la Recommandation concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi, 1973, qui demeurent des instruments fondamentaux en ce qui concerne le travail des enfants;

considérant que l'élimination effective des pires formes de travail des enfants exige une action d'ensemble immédiate, qui tienne compte de l'importance d'une éducation de base gratuite et de la nécessité de soustraire de toutes ces formes de travail les enfants concernés et d'assurer leur réadaptation et leur intégration sociale, tout en prenant en considération les besoins de leurs familles;

rappelant la résolution concernant l'élimination du travail des enfants adoptée par la Conférence internationale du Travail à sa quatre-vingt-troisième session, en 1996;

reconnaissant que le travail des enfants est pour une large part provoqué par la pauvreté et que la solution à long terme réside dans la croissance économique soutenue menant au progrès social, et en particulier à l'atténuation de la pauvreté et à l'éducation universelle;

rappelant la Convention relative aux droits de l'enfant<sup>3</sup>, adoptée le 20 novembre 1989 par l'Assemblée générale des Nations Unies;

rappelant la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi, adoptée par la Conférence internationale du Travail à sa quatre-vingt-sixième session, en 1998;

RO 2003 927; FF 2000 292

<sup>1</sup> Art. 1 al. 1 let. c de l'AF du 9 mars 2000 (RO 2003 926)

<sup>2</sup> RS 0.822.723.8

<sup>3</sup> RS 0.107

rappelant que certaines des pires formes de travail des enfants sont couvertes par d'autres instruments internationaux, en particulier la Convention sur le travail forcé<sup>4</sup>, 1930, et la Convention supplémentaire des Nations Unies relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage<sup>5</sup>, 1956;

après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives au travail des enfants, question qui constitue le quatrième point à l'ordre du jour de la session;

après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

*adopte, ce dix-septième jour de juin mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, la Convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur les pires formes de travail des enfants, 1999.*

### **Art. 1**

Tout Membre qui ratifie la présente Convention doit prendre des mesures immédiates et efficaces pour assurer l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants et ce, de toute urgence.

### **Art. 2**

Aux fins de la présente Convention, le terme «enfant» s'applique à l'ensemble des personnes de moins de 18 ans.

### **Art. 3**

Aux fins de la présente Convention, l'expression «les pires formes de travail des enfants» comprend:

- a) toutes les formes d'esclavage ou pratiques analogues, telles que la vente et la traite des enfants, la servitude pour dettes et le servage ainsi que le travail forcé ou obligatoire, y compris le recrutement forcé ou obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés;
- b) l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins de prostitution, de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques;
- c) l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant aux fins d'activités illicites, notamment pour la production et le trafic de stupéfiants, tels que les définissent les conventions internationales pertinentes;
- d) les travaux qui, par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s'exercent, sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant.

<sup>4</sup> RS 0.822.713.9

<sup>5</sup> RS 0.311.371

#### **Art. 4**

1. Les types de travail visés à l'art. 3 d) doivent être déterminés par la législation nationale ou l'autorité compétente, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, en prenant en considération les normes internationales pertinentes, et en particulier les par. 3 et 4 de la Recommandation sur les pires formes de travail des enfants, 1999.
2. L'autorité compétente, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, doit localiser les types de travail ainsi déterminés.
3. La liste des types de travail déterminés conformément au par. 1 du présent article doit être périodiquement examinée et, au besoin, révisée en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées.

#### **Art. 5**

Tout Membre doit, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs, établir ou désigner des mécanismes appropriés pour surveiller l'application des dispositions donnant effet à la présente Convention.

#### **Art. 6**

1. Tout Membre doit élaborer et mettre en œuvre des programmes d'action en vue d'éliminer en priorité les pires formes de travail des enfants.
2. Ces programmes d'action doivent être élaborés et mis en œuvre en consultation avec les institutions publiques compétentes et les organisations d'employeurs et de travailleurs, le cas échéant en prenant en considération les vues d'autres groupes intéressés.

#### **Art. 7**

1. Tout Membre doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre effective et le respect des dispositions donnant effet à la présente Convention, y compris par l'établissement et l'application de sanctions pénales ou, le cas échéant, d'autres sanctions.
2. Tout Membre doit, en tenant compte de l'importance de l'éducation en vue de l'élimination du travail des enfants, prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé pour:
  - a) empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants;
  - b) prévoir l'aide directe nécessaire et appropriée pour soustraire les enfants des pires formes de travail des enfants et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale;
  - c) assurer l'accès à l'éducation de base gratuite et, lorsque cela est possible et approprié, à la formation professionnelle pour tous les enfants qui auront été soustraits des pires formes de travail des enfants;

- d) identifier les enfants particulièrement exposés à des risques et entrer en contact direct avec eux;
  - e) tenir compte de la situation particulière des filles.
3. Tout Membre doit désigner l'autorité compétente chargée de la mise en œuvre des dispositions donnant effet à la présente Convention.

**Art. 8**

Les Membres doivent prendre des mesures appropriées afin de s'entraider pour donner effet aux dispositions de la présente Convention par une coopération et/ou une assistance internationale renforcées, y compris par des mesures de soutien au développement économique et social, aux programmes d'éradication de la pauvreté et à l'éducation universelle.

**Art. 9**

Les ratifications formelles de la présente Convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

**Art. 10**

1. La présente Convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général du Bureau international du Travail.
2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.
3. Par la suite, cette Convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

**Art. 11**

1. Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.
2. Tout Membre ayant ratifié la présente Convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente Convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

## **Art. 12**

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et de tous actes de dénonciation qui lui seront communiqués par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur.

## **Art. 13**

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'art. 102 de la Charte des Nations Unies du 26 juin 1945<sup>6</sup>, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

## **Art. 14**

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente Convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

## **Art. 15**

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente Convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

- a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'art. 11 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente Convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;
- b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente Convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente Convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

<sup>6</sup> RS 0.120

**Art. 16**

Les versions française et anglaise du texte de la présente Convention font également foi.

**Champ d'application le 13 septembre 2006<sup>7</sup>**

| Etats parties         | Ratification |      | Entrée en vigueur |      |
|-----------------------|--------------|------|-------------------|------|
| Afrique du Sud        | 7 juin       | 2000 | 7 juin            | 2001 |
| Albanie               | 2 août       | 2001 | 2 août            | 2002 |
| Algérie               | 9 février    | 2001 | 9 février         | 2002 |
| Allemagne             | 18 avril     | 2002 | 18 avril          | 2003 |
| Angola                | 13 juin      | 2001 | 13 juin           | 2002 |
| Antigua-et-Barbuda    | 16 septembre | 2002 | 16 septembre      | 2003 |
| Arabie Saoudite       | 8 octobre    | 2001 | 8 octobre         | 2002 |
| Argentine             | 5 février    | 2001 | 5 février         | 2002 |
| Arménie               | 2 janvier    | 2006 | 2 janvier         | 2007 |
| Autriche              | 4 décembre   | 2001 | 4 décembre        | 2002 |
| Azerbaïdjan           | 30 mars      | 2004 | 30 mars           | 2005 |
| Bahamas               | 14 juin      | 2001 | 14 juin           | 2002 |
| Bahreïn               | 23 mars      | 2001 | 23 mars           | 2002 |
| Bangladesh            | 12 mars      | 2001 | 12 mars           | 2002 |
| Barbade               | 23 octobre   | 2000 | 23 octobre        | 2001 |
| Bélarus               | 31 octobre   | 2000 | 31 octobre        | 2001 |
| Belgique              | 8 mai        | 2002 | 8 mai             | 2003 |
| Belize                | 6 mars       | 2000 | 6 mars            | 2001 |
| Bénin                 | 6 novembre   | 2001 | 6 novembre        | 2002 |
| Bolivie               | 6 juin       | 2003 | 6 juin            | 2004 |
| Bosnie et Herzégovine | 5 octobre    | 2001 | 5 octobre         | 2002 |
| Botswana              | 3 janvier    | 2000 | 3 janvier         | 2001 |
| Brésil                | 2 février    | 2000 | 2 février         | 2001 |
| Bulgarie              | 28 juillet   | 2000 | 28 juillet        | 2001 |
| Burkina Faso          | 25 juillet   | 2001 | 25 juillet        | 2002 |
| Burundi               | 11 juin      | 2002 | 11 juin           | 2003 |
| Cambodge              | 14 mars      | 2006 | 14 mars           | 2007 |
| Cameroun              | 5 juin       | 2002 | 5 juin            | 2003 |
| Canada                | 6 juin       | 2000 | 6 juin            | 2001 |
| Cap-Vert              | 23 octobre   | 2001 | 23 octobre        | 2002 |
| Chili                 | 17 juillet   | 2000 | 17 juillet        | 2001 |
| Chine                 | 8 août       | 2002 | 8 août            | 2003 |
| Chypre                | 27 novembre  | 2000 | 27 novembre       | 2001 |
| Colombie              | 28 janvier   | 2005 | 28 janvier        | 2006 |
| Comores               | 17 mars      | 2004 | 17 mars           | 2005 |

<sup>7</sup> Une version du champ d'application mise à jour est publiée sur le site web du DFAE (<http://www.eda.admin.ch/eda/f/home/foreign/intagr/database.html>).

| Etats parties         | Ratification |      | Entrée en vigueur |      |
|-----------------------|--------------|------|-------------------|------|
| Congo (Brazzaville)   | 29 avril     | 2002 | 29 avril          | 2003 |
| Congo (Kinshasa)      | 20 juin      | 2001 | 20 juin           | 2002 |
| Corée (Sud)           | 29 mars      | 2001 | 29 mars           | 2002 |
| Costa Rica            | 10 septembre | 2001 | 10 septembre      | 2002 |
| Côte d'Ivoire         | 7 février    | 2003 | 7 février         | 2004 |
| Croatie               | 17 juillet   | 2001 | 17 juillet        | 2002 |
| Danemark <sup>a</sup> | 14 août      | 2000 | 14 août           | 2001 |
| Djibouti              | 28 février   | 2005 | 28 février        | 2006 |
| Dominique             | 4 janvier    | 2001 | 4 janvier         | 2002 |
| Egypte                | 6 mai        | 2002 | 6 mai             | 2003 |
| El Salvador           | 12 octobre   | 2000 | 12 octobre        | 2001 |
| Emirats arabes unis   | 28 juin      | 2001 | 28 juin           | 2002 |
| Equateur              | 19 septembre | 2000 | 19 septembre      | 2001 |
| Espagne               | 2 avril      | 2001 | 2 avril           | 2002 |
| Estonie               | 24 septembre | 2001 | 24 septembre      | 2002 |
| Etats-Unis*           | 2 décembre   | 1999 | 2 décembre        | 2000 |
| Ethiopie              | 2 septembre  | 2003 | 2 septembre       | 2004 |
| Fidji                 | 17 avril     | 2002 | 17 avril          | 2003 |
| Finlande              | 17 janvier   | 2000 | 17 janvier        | 2001 |
| France                | 11 septembre | 2001 | 11 septembre      | 2002 |
| Gabon                 | 28 mars      | 2001 | 28 mars           | 2002 |
| Gambie                | 3 juillet    | 2001 | 3 juillet         | 2002 |
| Géorgie               | 24 juillet   | 2002 | 24 juillet        | 2003 |
| Ghana                 | 13 juin      | 2000 | 13 juin           | 2001 |
| Grèce                 | 6 novembre   | 2001 | 6 novembre        | 2002 |
| Grenade               | 14 mai       | 2003 | 14 mai            | 2004 |
| Guatemala             | 11 octobre   | 2001 | 11 octobre        | 2002 |
| Guinée                | 6 juin       | 2003 | 6 juin            | 2004 |
| Guinée équatoriale    | 13 août      | 2001 | 13 août           | 2002 |
| Guyana                | 15 janvier   | 2001 | 15 janvier        | 2002 |
| Honduras              | 25 octobre   | 2001 | 25 octobre        | 2002 |
| Hongrie               | 20 avril     | 2000 | 20 avril          | 2001 |
| Indonésie             | 28 mars      | 2000 | 28 mars           | 2001 |
| Iran                  | 8 mai        | 2002 | 8 mai             | 2003 |
| Iraq                  | 9 juillet    | 2001 | 9 juillet         | 2002 |
| Irlande               | 20 décembre  | 1999 | 20 décembre       | 2000 |
| Islande               | 29 mai       | 2000 | 29 mai            | 2001 |
| Israël                | 15 mars      | 2005 | 15 mars           | 2006 |
| Italie                | 7 juin       | 2000 | 7 juin            | 2001 |
| Jamaïque              | 13 octobre   | 2003 | 13 octobre        | 2005 |
| Japon                 | 18 juin      | 2001 | 18 juin           | 2002 |
| Jordanie              | 20 avril     | 2000 | 20 avril          | 2001 |
| Kazakhstan            | 26 février   | 2003 | 26 février        | 2004 |
| Kenya                 | 7 mai        | 2001 | 7 mai             | 2002 |
| Kirghizistan          | 11 mai       | 2004 | 11 mai            | 2005 |

| Etats parties             | Ratification |      | Entrée en vigueur |      |
|---------------------------|--------------|------|-------------------|------|
| Koweït                    | 15 août      | 2000 | 15 août           | 2001 |
| Laos                      | 13 juin      | 2005 | 13 juin           | 2006 |
| Lesotho                   | 14 juin      | 2001 | 14 juin           | 2002 |
| Lettonie                  | 2 juin       | 2006 | 2 juin            | 2007 |
| Liban                     | 11 septembre | 2001 | 11 septembre      | 2002 |
| Libéria                   | 2 juin       | 2003 | 2 juin            | 2004 |
| Libye                     | 4 octobre    | 2000 | 4 octobre         | 2001 |
| Lituanie                  | 29 septembre | 2003 | 29 septembre      | 2004 |
| Luxembourg                | 21 mars      | 2001 | 21 mars           | 2002 |
| Macédoine                 | 30 mai       | 2002 | 30 mai            | 2003 |
| Madagascar                | 4 octobre    | 2001 | 4 octobre         | 2002 |
| Malaisie                  | 10 novembre  | 2000 | 10 novembre       | 2001 |
| Malawi                    | 19 novembre  | 1999 | 19 novembre       | 2000 |
| Mali                      | 14 juillet   | 2000 | 14 juillet        | 2001 |
| Malte                     | 15 juin      | 2001 | 15 juin           | 2002 |
| Maroc                     | 26 janvier   | 2001 | 26 janvier        | 2002 |
| Maurice                   | 8 juin       | 2000 | 8 juin            | 2001 |
| Mauritanie                | 3 décembre   | 2001 | 3 décembre        | 2002 |
| Mexique                   | 30 juin      | 2000 | 30 juin           | 2001 |
| Moldova                   | 14 juin      | 2002 | 14 juin           | 2003 |
| Mongolie                  | 26 février   | 2001 | 26 février        | 2002 |
| Mozambique                | 16 juin      | 2003 | 16 juin           | 2004 |
| Namibie                   | 15 novembre  | 2000 | 15 novembre       | 2001 |
| Népal                     | 3 janvier    | 2002 | 3 janvier         | 2003 |
| Nicaragua                 | 6 novembre   | 2000 | 6 novembre        | 2001 |
| Niger                     | 23 octobre   | 2000 | 23 octobre        | 2001 |
| Nigéria                   | 2 octobre    | 2002 | 2 octobre         | 2003 |
| Norvège                   | 21 décembre  | 2000 | 21 décembre       | 2001 |
| Nouvelle-Zélande          | 14 juin      | 2001 | 14 juin           | 2002 |
| Oman                      | 11 juin      | 2001 | 11 juin           | 2002 |
| Ouganda                   | 21 juin      | 2001 | 21 juin           | 2002 |
| Pakistan                  | 11 octobre   | 2001 | 11 octobre        | 2002 |
| Panama                    | 31 octobre   | 2000 | 31 octobre        | 2001 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 2 juin       | 2000 | 2 juin            | 2001 |
| Paraguay                  | 7 mars       | 2001 | 7 mars            | 2002 |
| Pays-Bas                  | 14 février   | 2002 | 14 février        | 2003 |
| Pérou                     | 10 janvier   | 2002 | 10 janvier        | 2003 |
| Philippines               | 28 novembre  | 2000 | 28 novembre       | 2001 |
| Pologne                   | 9 août       | 2002 | 9 août            | 2003 |
| Portugal                  | 15 juin      | 2000 | 15 juin           | 2001 |
| Qatar                     | 30 mai       | 2000 | 30 mai            | 2001 |
| République centrafricaine | 28 juin      | 2000 | 28 juin           | 2001 |
| République dominicaine    | 15 novembre  | 2000 | 15 novembre       | 2001 |
| République tchèque        | 19 juin      | 2001 | 19 juin           | 2002 |
| Roumanie                  | 13 décembre  | 2000 | 13 décembre       | 2001 |

| Etats parties                   | Ratification         |      | Entrée en vigueur    |      |
|---------------------------------|----------------------|------|----------------------|------|
| Royaume-Uni                     | 22 mars              | 2000 | 22 mars              | 2001 |
| Guernesey <sup>b</sup>          | 15 octobre           | 2001 | 15 octobre           | 2001 |
| Russie                          | 25 mars              | 2003 | 25 mars              | 2004 |
| Rwanda                          | 23 mai               | 2000 | 23 mai               | 2001 |
| Sainte-Lucie                    | 6 décembre           | 2000 | 6 décembre           | 2001 |
| Saint-Kitts-et-Nevis            | 12 octobre           | 2000 | 12 octobre           | 2001 |
| Saint-Marin                     | 15 mars              | 2000 | 15 mars              | 2001 |
| Saint-Vincent-et-les Grenadines | 4 décembre           | 2001 | 4 décembre           | 2002 |
| Sao Tomé-et-Principe            | 4 mai                | 2005 | 4 mai                | 2006 |
| Sénégal                         | 1 <sup>er</sup> juin | 2000 | 1 <sup>er</sup> juin | 2001 |
| Serbie                          | 10 juillet           | 2003 | 10 juillet           | 2004 |
| Seychelles                      | 28 septembre         | 1999 | 19 novembre          | 2000 |
| Singapour                       | 14 juin              | 2001 | 14 juin              | 2002 |
| Slovaquie                       | 20 décembre          | 1999 | 20 décembre          | 2000 |
| Slovénie                        | 8 mai                | 2001 | 8 mai                | 2002 |
| Soudan                          | 7 mars               | 2003 | 7 mars               | 2004 |
| Sri Lanka                       | 1 <sup>er</sup> mars | 2001 | 1 <sup>er</sup> mars | 2002 |
| Suède                           | 13 juin              | 2001 | 13 juin              | 2002 |
| Suisse                          | 28 juin              | 2000 | 28 juin              | 2001 |
| Suriname                        | 12 avril             | 2006 | 12 avril             | 2007 |
| Swaziland                       | 23 octobre           | 2002 | 23 octobre           | 2003 |
| Syrie                           | 22 mai               | 2003 | 22 mai               | 2004 |
| Tadjikistan                     | 8 juin               | 2005 | 8 juin               | 2006 |
| Tanzanie                        | 12 septembre         | 2001 | 12 septembre         | 2002 |
| Tchad                           | 6 novembre           | 2000 | 6 novembre           | 2001 |
| Thaïlande                       | 16 février           | 2001 | 16 février           | 2002 |
| Togo                            | 19 septembre         | 2000 | 19 septembre         | 2001 |
| Trinité-et-Tobago               | 23 avril             | 2003 | 23 avril             | 2004 |
| Tunisie                         | 28 février           | 2000 | 28 février           | 2001 |
| Turquie                         | 2 août               | 2001 | 2 août               | 2002 |
| Ukraine                         | 14 décembre          | 2000 | 14 décembre          | 2001 |
| Uruguay                         | 3 août               | 2001 | 3 août               | 2002 |
| Venezuela                       | 8 juin               | 2005 | 8 juin               | 2006 |
| Vietnam                         | 19 décembre          | 2000 | 19 décembre          | 2001 |
| Yémen                           | 15 juin              | 2000 | 15 juin              | 2001 |
| Zambie                          | 10 décembre          | 2001 | 10 décembre          | 2002 |
| Zimbabwe                        | 11 décembre          | 2000 | 11 décembre          | 2001 |

\* Communication, voir ci-après.

<sup>a</sup> Non applicable aux îles Féroé et au Groenland.

<sup>b</sup> Applicable sans modification à Guernesey (à l'exception de "Bailiwick" de Guernesey dont l'autorité s'étend aux îles d'Aurigny et Sercq).

## Communication

### Etats-Unis

Les Etats-Unis ont ratifié la Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, en formulant les considérations (understandings) suivantes:

- 1) Enfants travaillant dans des exploitations agricoles: les Etats-Unis considèrent que l'art. 3 d) de la Convention n° 182 ne couvre pas les situations dans lesquelles les enfants sont employés par un parent ou par une personne ayant l'autorité parentale dans une exploitation agricole qui appartient à ce parent ou à cette personne ou qu'ils exploitent, et ne modifie pas ou n'a pas vocation à modifier les dispositions sur l'emploi dans le secteur agricole ou toute autre disposition de la Loi sur les normes de travail équitables aux Etats-Unis.
- 2) Education de base: les Etats-Unis considèrent que l'expression «éducation de base» figurant à l'art. 7 de la Convention n° 182 s'entend d'une éducation primaire plus une année, à savoir huit ou neuf années de scolarité basée sur le programme d'études et non sur l'âge.

Avant d'enregistrer cette ratification, le Directeur général du Bureau international du Travail a adressé au gouvernement des Etats-Unis une communication en date du 9 février 2000 conçue dans les termes suivants:

J'ai pris note que l'instrument indique que l'autorisation de ratification est assortie de deux considérations exposant l'interprétation du gouvernement à propos de certaines dispositions de la convention. En tant que dépositaire, j'ai autorité pour accepter la ratification dans ces circonstances, dans la mesure où ces considérations clarifient ou précisent le sens de la convention au regard de la législation ou la pratique nationales ou traitent d'une question accessoire touchant à l'application de la convention au niveau national, et n'ont pas pour objet de constituer des réserves modifiant ou limitant les obligations internationales du pays.

La première considération indique que l'art. 3 d) de la convention «ne couvre pas les situations dans lesquelles les enfants sont employés par un parent ou par une personne ayant l'autorité parentale dans une exploitation agricole qui appartient à ce parent ou à cette personne ou qu'ils exploitent». A cet égard, l'art. 3 d) de la convention dispose que «les travaux qui, par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s'exercent, sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant» doivent être compris parmi «les pires formes de travail des enfants» au sens de la convention. Du point de vue du Bureau, cette disposition en soi ne couvre ni n'exclut aucune branche d'activité économique ou type d'entreprise spécifique et ne devrait pas être lue séparément du par. 1 de l'art. 4 qui prévoit que les types de travail concernés, y compris la manière dont le travail est effectué, sont déterminés par le Membre ayant ratifié dans les conditions prévues à ce paragraphe. Dans ces circonstances, le résultat de la première considération peut être atteint.

En conséquence, j'en conclus que le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique n'a pas l'intention d'assortir sa ratification de la convention sur les pires formes de travail des enfants, 1999, d'aucune réserve et je considère avoir l'autorité nécessaire pour enregistrer l'instrument de ratification susmentionné.

